gent de l'armée allemande pour plusieurs années, et, de plus, il lui demande de décider par une loi que le budget sera désormais voté pour une période de deux ans : ce qui, une année sur deux, réduirait à rien l'autorité financière et la surveillance du parlement ; ce qui augmenterait, par conséquent, le pouvoir et la liberté de M. de Bismacck. Eh bien ! s'il est vrai, comme on le raconte, que la proposition du gouvernement autrichien lui ait été suggérée par M. de Bismarck et que cette organisation décennale de l'armée autrichienne ait été l'une des conditions mêmes du traité de Vienne, on peut voir dans ce concert un plan redoutable. Et, dès lors, comment ne pas s'inquiéter des efforts multipliés et gigantesques par lesquels M. de Bismarck se sera bientôt assuré à Berlin et à Vienne un instrument encore plus docile et plus fort que celui qu'il a si terriblement manié à Sadowa et à Sedan ?

En Espagne, le gouvernement est dans une situation, sinon périlleuse encore, du moins fâcheuse. Le président du conseil, M. Martinez Campos, délaissé par trois ministres qui n'approuvaient pas ses projets de réformes économiques pour Cuba, a donné sa démission. Trois jours après, M. Canovas del Castillo, l'énergique homme d'Etat à qui Alphonse XII doit presque son sceptre, a pris la présidence du Conseil, au grand dépit du groupe de ces constitutionnels dont M. Sagasta est le chef et qui espéraient s'emparer enfin du pouvoir. Le maréchal Marinez Campos n'avait-il pas, par une générosité un peu chimérique, trop promis aux Cubains, dans ce *Convenio* de Lanjon que M. Canovas a durement appelé « une capitulation ?... »

M. Canovas, en proclamant l'abolition de l'esclavage, mais en graduant pour les propriétaires et les esclaves les conditions diverses de l'émancipation, n'est-il pas davantage dans les règles de la sagesse ? Telle était la question, celle qu'aurait dû se poser le monde parlementaire de Madrid pour bien juger le nouveau ministère de M. Canovas, dès son avènement. Un incident qui ne semble guère accidentel a tout troublé, en mettant en mouvement des passions, ici futiles, là furieuses. Quand M. Canovas, après avoir d'abord été saluer le Sénat, est revenu à la Chambre, il a trouvé devant lui une opposition, visiblement hostile, hérissée, d'autant plus disposée à lui chercher une querelle quelconque qu'elle s'irrite de rencontrer dans cet homme « nécessaire » une autorité et des talents redoutables pour elle. C'est par des rires insultants, par des interruptions indécentes, qu'elle a accueilli le manifeste ministériel de M. Canovas. En outre, elle a voulu l'interpeler sur l'heure. M. Canovas a déclaré, avec une fierté un peu provocante, qu'il avait au préalable le devoir d'aller répondre à ceux des sénateurs qui voulaient l'interroger, et, brusquement, il s'est retiré, au milieu de cris et de sifflets. Soixante-dix députés de l'opposition ont quitté leurs bancs aussitôt : à les entendre, le ministre les avait outragés et ils ne rentreraient que quand il leur aurait présenté des excuses. La politesse a une susceptibilité féroce en Espagne, on le sait ; surtout quand derrière le respect de l'étiquette il y a tant de haines.

La grève de cette opposition si âprement jalouse du cérémonial continue. M. Canovas, il est vrai, s'est fait accorder un vote de confiance par la majorité qui reste; mais cette majorité, réduite par diverses causes, n'était pas même, dans ce vote, égale à la moitié de la Chambre. La difficulté est donc fort embarrassante pour M. Canovas. Les républicains s'agitent et causent des désordres à Barcelone, du tumulte à Madrid. Mais ils ne sont qu'un nombre infime, et la république est abhorrée pour longtemps en Espagne, malgré tous les gages de sympathie que les Gambetta et les Hugo peuvent donner aux Castelar et aux Carvajal. Ce n'est pas de ce côté qu'est aujourd'hui le danger. Mais, si le parti dynastique se déchire, s'il est prouvé que le roi n'a pas assez d'empire sur les hommes qui ont relevé son trône pour tenir le maréchal Martinez Campos et M. Canovas unis à ses côtés, et s'il faut remuer l'Espagne par d'autres élections, en même temps que comprimer une autre insurrection à Cuba, il est évident que la monarchie espagnole aura bientôt à subir une série de crises qui feront perdre à Alphonse XII le bénéfice des heureux commencements de son règne.

L'Angleterre tourne en ce moment un regard anxieux vers cette Asie qu'elle voulait hier encore assujettir, de l'île de Chypre à Damas par un protectorat orgueilleux, de Caboul à Peshawar par une suzeraineté vigilante, comme si la possession de son vaste empire de l'Inde ne lui suffisait pas.

L'Emir Yacoub a-t-il su, avec cette astuce si familière aux Orientaux, amener les Anglais, de scène en scène, jusque dans l'espèce d'impasse sanglante où leur armée se débat aujourd'hui ? L'art de la Russie, comme on le soupçonne à Londres, a-t-il servi savamment les desseins des chefs afghans ? Ce qui est sûr, parmi ces mystères, c'est que l'armée, trop peu nombreuse, que le général Roberts avait triomphalement conduite à Caboul, a dû l'évacuer. Roberts, craignant d'être cerné dans Caboul, s'est retiré dans l'enceinte fortifiée de Sherpur ; il y appelle ses lieutenants et demande à grands cris des renforts. Presque partout les tribus, soit courroucées des vengeances exécutées par les Anglais, soit excitées par l'amour de leur vieille et sauvage indépendance, sont en révolte : ici, elles livrent des combats meurtriers aux généraux Macpherson, Baker, Gough ; là, elles interceptent les communications. En vain le vice roi des Indes s'évertue à rassurer l'Angleterre par des dépêches où il énumère un à un tous les secours qui peuvent sauver les troupes de Roberts : le spectre de l'armée d'Elphinstone se dresse devant l'imagination de l'Angleterre. S'il est vrai que les Afghans ont réuni vingt et même trente mille hommes, et qu'ils ont concerté leurs attaques avec une stratégie qui leur était antérieurement inconnue, on a le droit de croire que cette campagne, quelle qu'en soit la fin, ne finira pas au gré du gouvernement anglais. Ou bien il faudra conquérir tout l'Afghanistan et, pour cela, dégarnir l'Inde du meilleur de ses forces.

Or, si la lutte se prolonge, comme on peut s'y attendre sur une si longue ligne de défilés et sur un terrain si difficultueux, c'est un danger pour l'Angleterre dans son empire de l'Iade; car les puissants vassaux qu'elle y régente n'obéissent à sa domination ni sans certains regrets ni sans certaines espérances. Ou bien il faudra ramener l'armée anglaise derrière « la frontière scientifique » tracée naguère par lord Beaconsfield et qu'il a eu la téméraire ambition de dépasser. Sinon, l'armée anglaise est exposée à subir le sort de celle qui périt tout entière dans l'Afghanistan, en 1842. De toute manière, il est plus que présumable que cette aventure coûtera à lord Beaconsfield beaucoup de son prestige. On a raconté que, parmi les ministres, il avait été le plus acharné à vouloir occuper Caboul et annexer l'Afghanistan sous telle ou telle forme de conquête, en représailles de la mort de Cavagnari. C'est donc sur lui que retombera principalement la responsabilité des événements actuels. La fortune hautaine de cette vieille Angleterre qui se montra toujours si tenace dans ses périls ou ses revers, l'emportera-t-elle de nouveau ? Le colloque secret que lord Dufferin, l'ambassadeur anglais de Saint-Pétersbourg, et le comte Schouwaloff ont eu à Varzin avec M. de Bismarck, a-t-il préparé entre la Russie et l'Angleterre un accord provisoire qui puisse apaiser les rivalités de leurs intérêts dans l'Asie centrale et fournir une assistance quelconque à la politique et aux armes de l'Angleterre dans l'Afghanistan? Les faits nous l'apprendront.....

L'année qui s'achève s'est, hélas ! passée presque stérilement pour la France et elle se termine tristement.

A l'intérieur, sous les auspices variables et troublés de cette république qui désorganise une à une toutes les forces de l'Etat, ou qui en affaiblit tous les ressorts, notre vitalité nationale ne s'est guère accrue ; la France n'a point senti dans son sein ce calme, cette paix, qui lui permettent de regarder à loisir les choses du dehors ; la république a plutôt détruit qu'affermi la concorde de ses citoyens ; elle a failli joindre à tous les maux dont notre pays souffrait déjà le seul qui ne le travaillât plus, la guerre religieuse. Quant aux ressources de sa puissance militaire, les a-t-elle augmentées ? On en peut douter, quand on se rappelle les coups portés par les radicaux à la discipline de l'armée, la politique introduite dans le commandement, les attaques dirigées contre quelques-uns des meilleurs serviteurs du drapeau, et quand on constate que non-seulement la Chambre n'a voté ni la loi d'état-major ni la loi d'intendance qui nous manquent, mais que, par une expérience arbitraire dont les radicaux vont se servir comme d'un argument, le ministre de la guerre a violé la loi de recrutement et commencé à l'abroger... Ainsi, de tous ces biens et de ces vertus dont nous aurions besoin pour redevenir un peuple viril et respectable, cette année 1879, qui devait nous en enrichir davantage, n'a fait que nous en refuser ou nous en ôter...

A l'extérieur, l'an 1880 nous trouvera moins heureux, assurément, qu'aux premiers jours de 1879.

Notre diplomatie a perdu quelques-uns de ses agents les mieux accrédités et les plus aptes, le marquis de Vogüé à Vienne, le marquis d'Harcourt à Londres, le comte d'Harcourt à Berne, le général Leflô à Saint-Pétersbourg. Pas une amitié qui nous ait tendu la main. M. Waddington s'est acquis, il est vrai, la gratitude durable et l'efficace concours de la Grèce, tout en s'aliénant la Turquie et en indisposant la Roumanie ; habiles procédés de compensations ! Mais les barrières que M. de Bismarck élève autour de la France sont plus nombreuses ou plus hautes. Ce n'est pas tout que M. de Bismarck obtienne de l'Autriche la radiation de cet article du traité de Prague que la France avait contresigné, ni que l'empereur d'Allemagne reçoive à Berlin les hommages résignés du roi et de la reine du Danemark. On connaît la convention de Vienne. Voilà l'Autriche unie à l'Allemagne, et l'Angleterre applaudissant à cette union. Que reste-t-il à la France ? La Russie défiante, impuissante, et qui, d'ailleurs manœuvre déjà pour éluder la menace dont elle aperçoit la pointe à Berlin. L'Italie continue de se tenir, en face de nous, dans une réserve équivoque ; son gouvernement ne se hâte guère d'envoyer à Paris l'ami bassadeur qui doit y remplacer le général Cialdini. A Bruxelles même le parti qui règne est plus jaloux de plaire à M. de Bismarck que nous ne le souhaiterions dans l'intérêt de la France. A Madrid, on a pris quelque ombrage des faveurs prodiguées aux démocrates espagnols par nos républicains, et c'est peut-être en avertir nos gouvernants comme pour ne pas mécontenter M. de Bismarck, que M. Canovas a interdit aux musiques militaires de participer à la sérénade donnée sous les fenêtres de notre ambassadeur par la population de Madrid, quand elle a fêté, au nom de Murcie, la charité de la France.

L'isolement de la France est donc plus grand que jamais, et cela à l'heure même où les dictateurs de 1870, les « fous furieux » de ce temps de désastreuse incapacité, ressaisissent la direction de nos destinées ! L'an 1878 a passé sans que Dieu nous rendît rien de la gloire évanouie, presque rien de la force blessée.

Puisse seulement 1880 s'écouler sans que la fortune abaisse encore notre humilité ou qu'elle diminue le patrimoine de nos dernières espérances ! C'est à ce vœu mélancolique et modeste qu'en dix mois la république de M. Gambetta et de M. Jules Grévy nous aura réduits. Car, M. Le Royer l'a dit lui-même en finissant sa réponse à M. Lockroy, la république n'est déjà plus dans cette « ère des difficultés » dont parlait jadis M. Gambetta ; elle entre, et la France derrière elle, dans « l'ère des témérités. »

Auguste BOUCHER.

LETTRE DE PARIS

(de notre correspondant particulier)

Paris, le 29 décembre 1879.

Nous entrons dans une phase nouvelle, disent les organes de la gauche républicaine, en publiant la liste des nouveaux ministres.

Est-ce bien exact ? Les journaux de la fraction de l'Union républicaine qui a voté pour l'amnistie plénière, qui insiste pour que M. Gambetta prenne le pouvoir et qui n'est pas représentée dans le cabinet, ne sont pas de cet avis, et les feuilles de l'extrême-gauche parlent de la même façon.

« Ce sera, disent-ils, le même air joué par d'autres instruments, et les réformes sérieuses continueront à être écartées ou à ne pas aboutir. Le nouveau cabinet n'a pas de programme ; son chef, quelle que puisse être son habileté, n'est pas de force à suppléer à ce qui manque à tous ses collègues plus ou moins remarquables par leur médiocrité. En somme, s'il dispose des voix de la gauche républicaine, des deux tiers de celles de l'Union, ce n'est pas assez pour avoir une majorité certaine de gouvernement ; et dans un moment critique, l'extrême-gauche, les voix radicales de l'Union jointes aux voix du centre gauche et de la droite, lui barreront net le chemin. »

Il faut bien bien qu'il y ait du vrai dans ces observations, car l'opinion publique à Paris, je parle de celle de la classe moyenne, accueille plus que froidement la combinaison Freycinet, qu'elle trouve comme valeur intellectuelle d'un cran au-dessous du précédent cabinet. Quant aux électeurs des quartiers excentriques, qui s'attendaient à voir leurs députés pourvu de portefeuilles, je n'ai pas besoin d'ajouter que la combinaison leur paraît insuffisante. L'on sait, du reste, à Montmartre aussi bien que dans les autres faubourgs, qu'aucun des noms marquants de la représentation parisienne n'aurait voulu être d'un ministère que M. Gambetta ne présiderait pas.

Les organes du centre gauche affectent beaucoup de satisfaction ; les *Débats*, parce qu'à la situation nouvelle il faut des hommes nouveaux; le *Parlement*, parce ses amis ne pouvaient s'associer à une situation prêtant à l'équivoque. Au fond, le centre gauche rit jaune, c'est du moins le sentiment général.

Quant à la Bourse, elle a semblé s'émouvoir du départ de M. Léon Say et de l'avènement de M. Varroy aux travaux publics. Il lui semble qu'après toutes les espérances suscitées par les plans de M. de Freycinet, la chose finît plus que jamais à la Trochu ; non-seulement pas de sorties, mais encore remplacement du commandant en chef de la grande campagne pour l'achèvement des chemins de fer et des voies navigables.

Il me resterait, pour achever ce tableau des impressions suscitées par la lecture de l'*Officiel* de ce matin, à vous entretenir des appréciations de l'extérieur, mais c'est là chose difficile autant que délicate, du moins en ce moment. Tout ce que je puis vous en dire aujourd'hui, c'est qu'à l'Elysée aussi bien qu'à l'hôtel du quai d'Orsay, on se montre assez préoccupé à cet égard. Le changement opéré dans la direction de nos affaires étrangères va sans doute donner lieu à une Circulaire du nouveau président du Conseil qui affirmera les sentiments pacifiques et de désintéressement dont était animé son prédécesseur ; mais là n'est pas la question pour le public intelligent. Il est évident que par les attaches qui lient M. de Freycinet, ministre des affaires étrangères et M. Spuller, sous-secrétaire d'Etat au même ministère, à M. Gambetta, c'est celui-ci qui doit être considéré comme le véritable inspirateur de notre politique extérieure. Tous nos représentants à l'étranger se soucieront-ils d'obéir à cette direction occulte, et d'autre part qu'en pensera le propriétaire de Warzin ? Je pose la demande, désirant beaucoup avoir à enregistrer le plus tôt possible la réponse favorable.

En même temps qu'on parle de M. Constant comme sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur et de M. Spuller comme sous-ecrétaire d'Etat aux affaires étrangères, il est question de M. Wilson pour occuper un poste analogue au ministère des finances. Notez que tous ces messieurs, à l'exception peut-être de M. Wilson ami particulier de M. Jules Grévy passent pour les hommes liges de M. Gambetta. C'est, du reste, celui-ci, qui a décidé du succès de la nouvelle combinaison, à la suite de son entretien d'hier matin avec le Président de la République. Sans son intervention, M. de Freycinet n'aboutissait pas, et remettait aujourd'hui ses pouvoirs entre les mains du Chef de l'Etat.

On assure que M. Jauréguiberry, aussitôt qu'il aura répondu à l'interpellation relative à l'affaire Gent, est résolu à résigner son portefeuille, qui serait alors donné à l'amiral Jaurès, notre ambassadeur à Madrid.

J'appelle votre attention sur ce qui vient de se passer à Charleville, à Amiens, à Douai et à Carentan, au sujet de la revendication par les Bureaux de Bienfaisance du produit des quêtes faites dans les églises, pour les distribuer suivant les convenances des municipalités. Cette revendication, basée sur la loi du 5 prairial an XI, ne s'étant jamais produite jusqu'à présent, il est clair qu'elle est motivée par le succès des souscriptions catholiques, et que nos gouvernants veulent ôter à tout prix à leurs adversaires ce moyen d'influence. D'autre part, comme elle est le résultat d'un mot d'ordre parti de Paris, il faut s'attendre à la voir pratiquer partout où les souscriptions catholiques risqueront de l'emporter sur les souscriptions patronnées par les républicains.

Comme les autorités ecclésiastiques aussi bien que les donateurs résisteront à la prétention, la question ne saurait manquer de venir devant les tribunaux et comme elle traversera successivement les juridictions de première instance et d'appel, elle ne sera tranchée définitivement que par la Cour de Cassation. Nous en avons donc encore pour six mois au moins d'agitation, il faut convenir qu'il inaugure singulièrement son entrée sur la scène gouvernementale.

Depuis hier soir, que le dégel a commencé à Paris, nous sommes en plein gâchis, gâchis qui ne finira pas de si tôt, puisque la neige qui stationne sur la voie publique ou qui a été rassemblée en tas, est passée à l'état de ciment grâce aux ordures auxquelles elle est mêlée, et qui n'ont pas été enlevées depuis un mois, Aussi les voies publiques ne pourront-elles être débarrassées qu'à l'aide de renforts de tombereaux et de balayeurs. Pour peu que l'administration persistât dans ses procédés actuels (nombre restreint de voitures et paiement des ouvriers à l'heure) nous en aurions jusqu'au mois de mai.

La Bourse, ainsi qu'on devait s'y attendre, a été défavorablement impressionnée par la retraite de M. Léon Say.

Ainsi donc, la première impression de la Bourse s'est clairement manifestée par une réaction que rien n'a pu vaincre. La double intronisation de M. de Freycinet à la présidence du conseil et de M. Magnin aux finances, paraît menaçante pour les intérêts des actionnaires des chemins de fer et pour les rentiers défavorables à la conversion. Reviendra-t-on plus tard sur ce sentiment ? Je ne sais; mais il est pour le moment indéniable.

Les journaux du soir appartenant à la couleur centre-gauche suivent péniblement, mais ils suivent le courant qui les éloignent de MM. Léon Say et Waddington. Ces derniers n'en seront pas étonnés, car ils connaissent la fidélité et la fermeté des écrivains de la couleur. Le *Temps* regrette tout haut M. Léon Say. « Nous sommes, dit-il, de ceux qui le regrettent pour le pays, pour la Chambre, pour le centre-gauche et pour M. Léon Say lui-même. » Il est vrai que le *Temps* fait aussitôt diversion, à sa douleur, pour souhaiter à M. Magnin la bienvenue. Il le tient pour ennemi des aventures, c'est-à-dire probablement de la conversion et l'enguirlande de flatteries qui iront au cœur de celui qui en est l'objet. Le *Temps*, à l'instar de Jean qui pleure et de Jean qui rit, se fait une physionomie qui plaise à tout le monde. Le *National* se montre moins bien élevé que le *Temps*. Il ne ménage pas même les transitions. L'œil enflammé il s'écrie : « Le ministère Freycinet, tel qu'il est constitué, trouvera dans le *National* un concours résolu. » Résolu ! le mot est charmant, pour qui connaît la manière de sentir de ces messieurs du centre-gauche.

Le *National* dit encore que le nouveau ministère durera. Sur ce point, le *Temps* fait encore preuve de plus de prudence. Il affecte aussi de croire à la durée, mais avec cette restriction que le personnel du cabinet n'est pas « très-brillant. » C'est dire aux nouvelles Excellences qu'elles doivent se montrer modestes.

Le *Siècle*, dont je viens de lire l'édition du soir, chante victoire naturellement. A l'entendre, tous les ministres sont des Phénix. « La science profonde et la vigoureuse parole de M. Cazot, justifieront complétement le choix qu'on a fait de lui ; quant à M. Varroy, ses derniers exposés au Sénat l'avaient mis hors de pair ; sa place était marquée aux travaux publics, du moment que M. de Freycinet prenait un autre portefeuille. » Le *Siècle* s'écrie encore : « Voici donc chaque ministère occupé par un homme compétent ; » puis enfin : « Nous ne connaissons point encore son programme ; mais il lui sera facile de l'établir. » C'est de la confiance sans restriction et qui va jusqu'au lyrisme. Le *Siècle* ne connaît pas le programme, mais il le signe des deux mains. Existe-t-il ou n'existe-t-il pas ? Qu'importe. « Il sera facile à faire. » Cette assurance est un pure chef-d'œuvre.

Tous les journaux indépendants signalent unanimement l'insuffisance du ministère, qui n'est au fond que la planche savonnée qui nous conduira au régime des démagogues de l'intransigeance. M. Emile de Girardin, qui joue avec les nouveaux ministres comme le chat avec la souris, se borne à les accabler de questions qui toutes les enserrent de la façon la plus désobligeante. Tout cela est un mauvais prélude pour les gens avisés que préoccupe le prochain retour des Chambres.

On ne signale encore que deux sous secrétaires d'Etat dont la nomination est assurée : M. Constant pour l'intérieur, M. Wilson pour les finances. M. Martin Feuillée ira peut-être du ministère de l'intérieur à la justice. Mais à cet égard aucune certitude.

C'est aujourd'hui que M. de Baudry-d'Asson a comparu, au palais de justice de Paris, devant M. Férry, juge d'instruction, à l'effet d'y être interrogé et entendu sur les faits à lui imputés, lors du banquet de Challans.

Les journaux du soir annoncent qu'une rencontre à l'épée a eu lieu, ce matin, entre M. Humbert, rédacteur du *Mot d'Ordre* et M. Mayer, directeur de la *Lanterne*.

Dès la premiere passe l'épée de M. Humbert s'est brisée. Par suite du manque d'autres épées, le duel a été ajourné. Les témoins se réuniront ce soir pour décider quelle suite doit être donnée à l'affaire.

LA LOTERIE FRANCO-ESPAGNOLE

Dans sa dernière séance, le comité du commerce et de l'industrie chargé de l'organisation de la loterie au profit des pauvres de France et des inondés d'Espagne a définitivement arrêté le nombre et la valeur des lots de la manière suivante :

2	lots de	100,000 fr.
1	—	50,000
1	—	25,000
2	—	10,000
4	—	5,000
4	—	2,500
50	—	1,000

et *deux mille six cents autres lots importants* qui seront TOUS repris en espèces pour leur valeur intégrale, dans le cas où il ne conviendrait pas au gagnant d'en prendre possession.

Le comité a également déterminé les industries dans lesquelles sera fait l'achat des 2,664 lots. Il s'est divisé en commissions d'achat, réparties par industries de la manière suivante :

Premier groupe.

Bijouterie : or, argent, émail ; joaillerie ; horlogerie ; orfèvrerie ; pierres fines.
MM. Detres, Estieu et Sandoz.

Deuxième groupe.

Instruments de musique : pianos, orgues, harmoniums. Livres anciens et publications modernes. Instrumeats de science. Appareils de photographies. Baromètres. Stéréoscopes. Jumelles, etc.
MM. Agnellet, Radou et Roquencourt.

Troisième groupe

Porcelaines ; faïences. Bronzes d'ameublement. Meubles. Glaces. Coffres-forts. Billards. Tapis. Ameublements.
MM. Belloir, Damon et Ferry.

Quatrième groupe.

Objets d'art. Tableaux. Sculptures. Bronzes d'art. Dessins. Aquarelles. Gravures. Terres cuites. Eventails et écrans artistiques.
MM. Duvelleroy, Laguionie et Noël.

Cinquième groupe.

Voitures. Sellerie. Armes. Nécessaires et articles de voyage. Cadres. Albums. Eventails et Articles de Paris. Dentelles. Broderies. Fourrures. Soieries. Lingerie. Modes.
MM. Jacobsen, Labille et Muzet.

Toutes les demandes et offres de services doivent être adressées au siége du comité du commerce et de l'industrie, 66, boulevard Haussmann, Paris.

ROUBAIX-TOURCOING

et le Nord de la France

Les élections du tribunal de commerce de Roubaix pour la nomination de deux juges et de trois suppléants ont eu lieu aujourd'hui :

Au premier tour de scrutin ont été élus juges :
MM. Cateaux-Leplat
Desrousseaux-Defrenne
Ont été élus juges suppléants :
MM. Ch. Droulers-Prouvost.
Henry Ternynck fils.
Ferdinand Leborgne, de Lannoy.

Les engagés conditionnels et les militaires de la 2e portion de la classe 1877 sont invités à réclamer leurs livrets à la gendarmerie, rue des Fossés.

M. Valentin Roussel a fait distribuer à ses ouvriers les plus nécessiteux, des toiles pouvant servir de couvertures, de la laine et des secours en argent pour une somme de 650 francs.

Cet honorable industriel fait aussi, chaque jeur, des distributions de charbon de ménage à raison de 1 fr. 50 les 100 kilog.

La Mairie nous communique la note suivante :

« A l'occasion du renouvellement de l'année, l'Administration municipale recevra MM. les fonctionnaires à l'hotel-de-ville mercredi 31 décembre courant de 5 à 6 heures du soir.

« Le *Cercle du Progrès* a fait remettre entre les mains de M. le Maire de Roubaix la somme de 500 francs, à valoir sur le produit du concert, donné en son local, le dimanche 28 courant, au bénéfice des pauvres. Cette somme sera distribuée aux indigents par les soins du comité nommé par le Conseil municipal. »

La souscription ouverte à Lille par le comité de charité libre s'élève au chiffre de 89,519 francs.

Les funérailles du frère Géraud, ancien directeur des écoles communales de Tourcoing, ont eu lieu, ce matin, dans l'église Notre-Dame.

Le cercueil était porté par des frères. Les cordons du poêle étaient tenus par quatre des frères-directeur des écoles chrétiennes du département : le frère Eliab d'Armentières, le frère Frédéric, du Catteau, le frère Frédéricien, de Douai, et le frère Flour, de Cambrai.

A la tête du convoi, on remarquait le frère Eleuthérius, visiteur, délégué du Supérieur-Général des écoles chrétiennes et M. le chanoine Leblanc, principal du collège de Tourcoing

Une foule considérable dans laquelle se distinguaient les premières notabilités locales formait le convoi.

La cérémonie a été très simple et dépouillée de toute pompe.

On lit dans la *Gazette de Tourcoing :*

Une souscription pour venir en aide aux ouvriers victimes de l'hiver rigoureux, a été faite à Roncq, dans le courant de la semaine dernière.

Elle a produit la somme de 3661 fr. 50.

MM. Leurent, de Tourcoing, ont mis à la disposition du Bureau de Bienfaisance de Roncq, un wagon de houille.

La distribution du combustible, entre autres les 200 hectolitres de coke envoyés par M. D. Debuchy, a été faite dans les derniers jours de la semaine dernière.

On nous écrit de Roncq, pour nous faire connaitre l'ardeur et le généreux empressement qu'ont eus les membres du comité de souscription, dans leurs collectes. Les résultats obtenus doivent leur être en même temps qu'une grande joie, le meilleur remerciement.

A Neuville-en-Ferrain, une personne généreuse qui désire absolument garder l'anonyme, a donné de la houille en conséquence des 175 hectolitres de coke envoyés par le député des cantons de Tourcoing.

MM. J. Delmasure et Vanreux ont fait parvenir au Bureau de Bienfaisance de Neuville, 110 mètres d'étoffe.

Il est beau de voir dans ces affreux moments de calamités publiques, tous les dévouements surgir avec toutes les charités.

On annonce que M. le lieutenant-colonel Richard, commandant le génie à Lille, est nommé chef du cabinet du général Farre, le nouveau ministre de la guerre. Il a été mandé par dépêche à Paris. Il est parti aujourd'hui à midi. M. Richard remplacerait M. Campionnet.

M. Alexandre Jonglez de Ligne, président de l'Œuvre du Denier des écoles catholiques de Lille, ayant adressé à Son Eminence le cardinal-archevêque de Cambrai, un exemplaire du Rapport qu'il a lu sur l'Œuvre au dernier Congrès catholique, vient de recevoir la lettre suivante :

Cambrai, le 26 décembre 1879.

Très-honoré monsieur,

C'est avec une grande consolation que Monseigneur le cardinal a lu tous les détails que vous voulez bien lui donner sur l'Œuvre du Denier des écoles.

Son Eminence la bénit de toute l'affection de son cœur et fait des vœux pour son extension et sa plus complète prospérité.

Elle vous accorde bien volontiers aussi à vous-même et à tous les chers jeunes gens qui lui sont dévoués, sa bénédiction la plus paternelle.

Veuillez agreer, très honoré Monsieur, l'assurance de mon entier dévoûment.

C.-J. DESTOMBES, vicaire-général.

Cette haute approbation du cardinal fait le plus grand honneur à l'Œuvre du Denier des Ecoles catholiques et sera pour elle une recommandation puissante, auprès des catholiques de notre ville.

M. l'abbé Truche, fils de M. Truche-Desurmont, ancien juge-de-paix à Tourcoing, a reçu le sacrement de l'Ordre, samedi dernier, au séminaire de Saint-Sulpice, à Paris.

Grâce aux efforts de MM. les ingénieurs chargés du service, la navigation sur la Haute et la Basse-Deûle, est entièrement rétablie depuis lundi à midi.

Sur le canal d'Aire et sur le canal de Roubaix, on attaque la glace de tous les côtés à la fois, avec la hache et la dynamite, mais elle a plus de 0 m. 30 d'épaisseur.

Un énorme brise-glace, pesant 15 tonnes et traîné par vingt chevaux est parti d'Aire lundi matin venant sur Béthune et La Bassée.

Si le dégel continue, en quelques jours la navigation sera rétablie partout.

Dimanche M. Charles Quentin, conseiller municipal de Paris, rédacteur de la *République française*, est venu faire une Conférence à l'Hippodrome « contre les rois et les prêtres » sous prétexte de tracer *l'histoire du livre*.

La séance était présidée par M. Testelin qui a parlé du Denier des écoles laïques.

M. Quentin est originaire de Cambrai.

On assure que le véritable but de sa conférence était de poser sa condidature, en vue du scrutin de list pour les prochaines élections législatives.

L'abondance des matières nous oblige à remettre à demain la publication du compte-rendu des multiples concerts qui ont été donnés à Roubaix dimanche dernier.

L'identité du noyé, que l'on a retiré dimanche dernier, du canal de Roubaix, a pu être établie. C'est un jeune homme, ouvrier fendeur, disparu de son domicile depuis le 9 novembre dernier. Il se nommait François Aullen et était âgé de 29 ans. Sa mort est le résultat d'un accident.

Aurait-on mis la main sur l'un des auteurs des nombreux vols de montres commis à Roubaix, ces temps derniers. Un jeune homme nommé Jules Varnasse et employé comme domestique dans une ferme située dans un village belge s'est présenté hier chez M. Dubrule, horloger, rue du Curé, offrant de lui céder pour *deux* francs une montre en or d'une assez grande valeur.

M. Dubrule, tout en feignant de conclure le marché, a fait appeler un agent de police et Varnasse, mis en demeure d'expliquer la provenance du chronomètre, n'a pu donner que des réponses évasives.

Il a été arrêté. Nous ferons connaître à nos lecteurs les suites de l'enquête qui a été immédiatement ouverte.

Nous avons mentionné dernièrement l'arrestation d'un habitant de la rue des Longues-Haies, M. B... architecte, qui avait injurié le gendarme et l'agent de police de service à la gare de Roubaix. M. B... a comparu samedi devant le tribunal correctionnel de Lille et a été condamné à huit jours de prison et 16 francs d'amende.

Le lait débité par les marchands du deuxième arrondissement a été soumis ce matin à une sévère expertise. Sur vingt laitiers, trois ont été convaincus d'avoir additionné le lait de 20 0/0 d'eau et frappés d'un procès-verbal.

Le lait, confisqué, a été donné au Bureau de bienfaisance.

La gelée a causé de bien grandes misères, voici maintenant le dégel avec ses nombreux accidents.

Hier matin, Louis Duterte, journalier se rendant à Roubaix, a glissé en prenant le milieu de la rue. Il s'est luxé le genou droit.

Nous avons rapporté déjà, deux accidents de ce genre, la semaine dernière.

Le samedi 3 janvier 1880, à 3 heures précises, aura lieu dans une des salles de l'Université de Lille, l'Assemblée générale de fondation de l'association des anciens étudiants de l'Université Catholique de Lille. — Le soir du même jour, à 7 heures, aura lieu un banquet à l'Hôtel de Flandre et d'Angleterre.

La chasse sera close dans toute l'étendue du département 11 janvier prochain, au soir.

Toutefois sont autorisées :

1° Jusqu'au 15 avril, la chasse de la bécasse dans les bois et futaies, en faisant usage du chien d'arrêt ;

2° Jusqu'au 1er mai, la chasse au marais, à une distance de 20 mètres des francs bords des canaux et rivières, ainsi que dans les prairies et vallées de la Sambre, de la Lys et dans celles de l'arrondissement de Dunkerque imposées par les administrations des Waeteringues et des Moëres, soumises aux inondations, sans qu'il soit nécessaire de se servir de batelets ou de huttes.

La chasse au marais et celle du gibier d'eau et de passage sur les bords de la mer, qui s'ouvrent chaque année le 1er août, seront également fermées le 1er mai.

M. Théodore Mulié, pépiniériste, à Neuville-en-Ferrain, a été délégué, en vertu d'un arrêté préfectoral du 22 décembre dernier, pour représenter l'administration municipale, dans la révision des listes électorales pour 1880.

Nous avons raconté la fugue des jeunes Jadoul et Nicolas de Lille. Il paraît que la lecture de certains récits de voyages avaient quelque peu troublé le cervau de ces deux enfants. Ils s'étaient pris d'enthousiasme pour l'un des héros de Jules Verne, *le capitaine de quinze ans*, et ne rêvaient plus qu'aventures. En quittant le domicile de leurs parents, leur intention était de s'engager comme mousse, mais, peu *ferrés* sur la géographie, ils ont pris le train de Béthune et se sont rendus à Nœux. C'est là qu'on est allé les rechercher.

On a arrêté et dirigé sur Lille Eug. Dujardin, âgé de vingt ans, journalier, demeurant à Baisieux, sous l'inculpation de vols qualifiés.

Un avis utile pour les prochaines gelées: Les commerçants sont très contrariés de voir les glaces de leurs étalages se couvrir de givre et intercepter ainsi la vue des objets savamment arrangés pour attirer les regards des promeneurs. Voici le moyen de parer à cet inconvénient :

Pour faire disparaitre rapidement la congélation de la vapeur condensée sur les vitres des devantures, il suffit de piler du sel ordinaire, d'en charger autant qu'il est possible une grosse éponge ou un linge et de promener cette sorte de tampon sur le givre, de manière à le mettre en contact direct avec le sel. La couche de glace la plus épaisse ne résiste pas à cette facile opération : il ne reste plus qu'à essuyer les vitrages avec un linge sec... et à recommencer le lendemain.

AVIS

Messieurs les officiers et assimilés de la réserve de l'armée active et de l'armée territoriale sont invités à venir entendre le rapport de la commission chargée de trouver un local samedi 3 janvier, à 9 heures du soir, chez M. Ginions, salle du bas.

Les crimes de la région

Il faut remonter bien loin pour rencontrer dans nos paisibles campagnes du Nord une suite de crimes aussi terribles, aussi rapprochés que celle que nous voyons se dérouler. En voici deux encore à ajouter à tous ceux que nous avons eu à signaler en ces derniers jours.

LE CRIME D'OCHTEZEELE. UNE FEMME DÉCAPITÉE

Un meutre épouvantable vient de répandre la consternation dans ce pays.

La famille Viesken habite une maison située à quelques mètres d'un village. C'est une honnête famille très-unie, très heureuse, et jouissant d'une honnête aisance.

Dimanche, le mari, le fils et la servante se rendirent au village, pour entendre la messe, laissant seule à la maison Mme Viesken, un peu indisposée.

Que se passa-t-il pendant leur absence ?

Un terrible drame sans doute.

Quand la famille revint, après une demi heure seulement d'absence, un horible spectacle s'offrit à ses yeux, Mme Viesken était étendue sur le sol, la tête presque détachée du corps, et baignant dans une large mare de sang.

Chose épouvantable, la tête avait été ainsi séparée du corps à coups de hâche.

Un coffre, ou les époux Viesken mettaient leurs économies avait été forcé, et une somme d'environ mille francs en or et en argent avait disparu.

Détail étrange, un billet de 500 fr. qui était dans le coffre, avait échappé aux recherches de l'assassin.

On ne peut se faire une idée du désespoir du mari, du fils et de la pauvre servante.

Eugénie Marquise, femme Viesken, n'avait que quarante ans.

La justice informe; mais jusqu'à présent aucune lueur ne s'est produite sur cette mystérieuse affaire.

— TENTATIVE D'ASSASSINAT ET SUICIDE. — La population d'Avesnes-lez-Aubert ordinairement si calme, a été avant-hier soir, sous le coup d'une bien vive émotion, par suite d'une tentative d'assassinat qui a échoué d'une manière miraculeuse.